

Avec un solide bilan, le Parlement européen fait montre d'une influence grandissante

 lesechos.fr/monde/europe/avec-un-solide-bilan-le-parlement-europeen-fait-montre-dune-influence-grandissante-1022380

20 mai
2019



Par Catherine CHATIGNOUX

Publié à 06h00

Le Parlement européen est très souvent décrié. On lui reproche de coûter trop cher aux citoyens et d'entretenir des élus qui n'y siègent jamais. On le dit à la solde des lobbys, incapable de défendre les intérêts des Européens. Les plus critiques en font un rouage servile des institutions européennes qui contribuerait, comme la Commission et le conseil des ministres, à façonner une Europe au mieux inefficace, au pire envahissante.

L'institution la plus démocratique du système politique européen mérite mieux que cela. Au fil des traités, elle a acquis un pouvoir et une influence grandissants. Ceux qui y travaillent affirment qu'elle est plus puissante que maints Parlements nationaux.

Représentant des citoyens, les eurodéputés co-légifèrent désormais sur la quasi-totalité des sujets qui relèvent de la compétence de l'Union européenne, sur un pied d'égalité avec les ministres qui défendent, eux, les intérêts de leurs Etats. Il n'y a plus que sur la politique

extérieure et les questions fiscales, chasse gardée des Etats, que les élus disposent d'un simple rôle de consultation.

Directives emblématiques

PUBLICITÉ

inRead invented by Teads

Ces cinq dernières années, ils ont adopté plus de 1.000 textes de loi qui ont eu un impact sur le marché intérieur, les programmes de recherche, l'environnement, le droit des consommateurs, l'aide aux régions les plus pauvres... Le tout au prix de compromis difficiles mais constants avec les gouvernements d'un côté, et entre familles politiques représentées dans l'hémicycle, de l'autre.

La réforme du travail détaché, le règlement sur la protection des données devenu la référence mondiale en la matière, le renforcement du rôle de l'agence des garde-frontières, celle du droit d'auteur à l'ère du numérique, ou encore l'ambitieux paquet énergie-climat 2030 assorti de restrictions imposées aux émissions de CO2 des voitures et des camions sont quelques-unes des directives qui ont marqué la législature. Dans ces derniers exemples, les parlementaires ont su résister à la pression des lobbys, de l'automobile notamment, à en juger par les réactions de ces derniers.

Vote anti-Orban

A défaut de disposer d'un pouvoir d'initiative législative – réservé par les traités à la Commission européenne –, le Parlement peut demander à la Commission qu'elle présente une proposition sur un sujet qui agite la société civile. Les eurodéputés ont ainsi réclamé – et obtenu – une proposition de directive sur la protection des lanceurs d'alerte, adoptée en mars dernier, qui venait contrebalancer l'impact de la directive sur le secret des affaires.

Le Parlement sortant s'est distingué par une autre action d'éclat, peu appréciée par le pays qui en a fait les frais. Pour la première fois de son histoire, il a voté, en septembre 2018, à une très large majorité, le rapport d'une députée verte néerlandaise, Judith Sargentini, sommant le conseil des ministres de lancer la procédure de sanctions de l'article 7 contre la Hongrie pour « violation grave de l'Etat de droit ». Cette procédure n'avait été déclenchée qu'une seule fois, un an auparavant, par la Commission contre la Pologne. Si le conseil n'a pas obtempéré, le groupe conservateur du Parlement a suspendu depuis le Fidesz, le parti de Viktor Orban, au pouvoir en Hongrie.

Pression sur le Conseil

Dans un autre élan d'émancipation, les forces politiques du Parlement ont fait pression comme en 2014 pour pousser leurs propres candidats à la tête de la Commission européenne. Elles ont choisi des têtes de listes (les « spitzenkandidat ») dont elles espèrent que le vainqueur des élections, dimanche, s'imposera aux dirigeants européens. Une façon de « parlementariser » la désignation du futur chef de l'exécutif et de le faire sortir de l'opacité des nominations opérées dans le passé par les dirigeants européens.

Pas sûr que le Parlement gagne cette dernière bataille. Les chefs d'Etat et de gouvernement veulent garder les mains libres pour choisir la personnalité qui dessinera avec eux l'Europe des cinq prochaines années.

Catherine Chatignoux